

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Français-immigrés : le réponse à Stoléru

Du 19 au 26 novembre, Stoléru organise une semaine du « dialogue Français-immigrés ».

Un certain nombre de manifestations culturelles auront lieu au cours de cette semaine. Par exemple, dimanche matin sur FR3, l'émission mosaïque a permis de montrer la difficulté de ce que Stoléru appelle le dialogue entre les uns et les autres. Mardi sur Antenne 2, à 20 h 30, sera projeté le film « Les ambassadeurs », mercredi sur FR3 « Elise ou la vraie vie ». Ce sont là d'excellents films sur la vie des immigrés en France.

Même si c'est sous l'égide de Stoléru, le passage à la télévision de tels films et l'organisation de spectacles venus des pays d'origine des travailleurs immigrés constituent un fait positif et contribuent à ce que les Français connaissent mieux les travailleurs immigrés.

Cependant cela ne saurait masquer la politique du pouvoir à l'égard des immigrés, l'exploitation extrêmement dure dont ils sont victimes, leurs conditions de logement scandaleuses, le racisme que le pouvoir suscite. En même temps que Stoléru organise sa semaine sur le « dialogue », il fait appliquer les mesures qui portent son nom et qui sont destinées non pas à favoriser le dialogue entre Français et immigrés, mais à expulser de gré ou de force ces derniers. En même temps, avec la Sonacotra, il fait intervenir les huissiers, la justice, la police contre les résidents en grève depuis quatre ans. Le dialogue « Français-immigrés », nous sommes pour, les immigrés aussi. Et même nous voulons aller au-delà du dialogue, jusqu'à la solidarité de classe. Cela n'a rien à voir avec le dialogue tel que le conçoit Stoléru. Son opération malgré des initiatives intéressantes n'est qu'un alibi destiné à masquer sa politique anti-immigrée.

Ali Abdoul qui avait été torturé à Toulouse a refusé l'invitation de venir dialoguer avec Stoléru, à l'émission d'A2 « Les dossiers de l'écran ». Car, si le pouvoir prétend lutter contre le racisme pourquoi les tortionnaires d'Ali Abdoul ne sont-ils pas poursuivis pour « violences racistes » ? Pourquoi ne sont-ils pas punis en vertu de la loi antiraciste de 1972 ?

L'unité Français-immigrés, c'est l'unité de classe contre l'austérité, contre les licenciements, pour l'égalité des droits, contre les mesures Stoléru pour des logements décentes. C'est l'unité qui se réalise peu à peu autour des résidents de la Sonacotra en grève depuis quatre ans.

Henri MAZERAU

## Manifestation des résidents Sonacotra Lutter jusqu'à la victoire Une volonté unanime



**S**AMEDI 18, près de 10 000 manifestants ont protesté contre les mesures Stoléru et les expulsions de résidents de la Sonacotra. Le nombre des foyers représentés était impressionnant. Cette manifestation était placée sous le signe de l'unité Français-immigrés ; parmi une forte représentation CFDT, on notait la présence de la section Renault. Alors que le gouvernement organise une « Semaine du dialogue » avec les immigrés, il se prépare aussi à intensifier la répression, les résidents ont hautement réaffirmé tout au long de la manifestation leur volonté de lutter jusqu'au bout, jusqu'à la victoire.

Article page 3

## Brejnev menace...

### « Nous avons de quoi raser les U.S.A. ... »

**L**ES rapports publics entre les deux superpuissances se sont brusquement dégradés cette semaine à un point tel que beaucoup d'observateurs n'hésitent pas à parler de crise ouverte.

Alors que les USA font survoler Cuba par des avions espions, Brejnev menace et vient de rappeler à des sénateurs américains qu'il avait les moyens de raser les USA.

A l'origine de la crise, la décision au début de la semaine dernière, des Soviétiques de livrer des avions Mig 23 à Cuba. Ces avions peuvent être équipés de missiles nucléaires et dans ce cas, il s'agirait-là d'une violation flagrante des accords de 1962 sur la dénucléarisation de Cuba.

A l'époque, l'impérialisme américain était de très loin le plus fort et Kennedy avait imposé à Krouchtchev qu'il retire les fusées qu'il avait installées à Cuba.

Les USA avaient par la même occasion fait signer à l'URSS un engagement de dénucléarisation de l'Ile. Or, aujourd'hui, l'équilibre des forces a changé et c'est Moscou qui est désormais à l'offensive. C'est assurément une décision bien réfléchie que prenait l'URSS en livrant les Mig 23 à Cuba, marquant ainsi de manière aussi bien militaire que symbolique que c'est elle qui avait

désormais l'initiative.

Les USA n'avaient plus les moyens de réagir aussi violemment qu'il y a seize ans. Carter s'est donc borné à faire voter un peu plus vite, mercredi dernier, les 140 milliards de dollars de son budget de « défense civile » et d'annoncer que les USA fabriquaient deux nouveaux missiles intercontinentaux, ceci revient à tirer un trait sur les accords SALT.

Dans le même temps, les USA faisaient savoir qu'ils s'inquiéteraient de l'éventuelle présence de missiles à Cuba et qu'ils se réservaient le droit de vérifier. Des avions-espions ultramodernes, SR 71, décollaient aussitôt pour survoler l'Ile. On ne connaît pas pour l'instant les résultats de leurs photos.

Il est probable que si ces avions,

qui peuvent détecter une balle de golf à 16 000 mètres d'altitude, découvraient quelque chose, on pourrait se trouver devant une crise majeure. Les USA ne pouvant que très difficilement accepter la présence de missiles à quelques minutes de tir de leurs côtes.

Mais à nouveau, ce week-end, c'est Brejnev qui est repassé à l'offensive. Evocant devant des sénateurs américains cette nouvelle affaire de Cuba, Brejnev n'a en effet, pas mâché ses mots. « Nous avons à t-il dit en substance, aux américains, de quoi vous rayer de la carte ». Il a annoncé par la même occasion que l'URSS avait mis au point la bombe à neutrons.

Plus encore, dimanche soir, un communiqué soviétique mettait en garde de manière très violente les Américains contre toute intervention en Iran, et ce, alors que rien ne le laisse prévoir dans

l'immédiat. Il s'agissait en fait pour Moscou de refaire une démonstration supplémentaire de force. Cette série de provocations soviétiques — il n'y a pas d'autre mot — montrent clairement que l'équilibre des forces sur laquelle reposait le monde depuis 20 ans à désormais changé.

Brejnev peut aujourd'hui se sentir assez fort pour défier les Américains jusque sur leur continent même.

Cette nouvelle affaire de Cuba, ainsi que toutes ses conséquences durant la semaine, aura sonné le glas de beaucoup d'illusions que certains pouvaient encore avoir sur la réalité de la détente.

Plus que jamais, les superpuissances préparent la guerre. Plus que jamais, c'est l'URSS qui est aujourd'hui à l'offensive.

Serge FOREST

Chine : D'après un livre de Hinton écrit en 1972

# Qui était Kuai Ta-fu, l'un des 5 leaders étudiants aujourd'hui arrêtés ?

L'arrestation de cinq leaders étudiants de la Révolution culturelle fait couler beaucoup d'encre. Nous voudrions éclairer ici la personnalité

du plus célèbre d'entre eux, Kuai Ta-fu, que les journaux français présentaient ces jours-ci comme un « idéaliste, adoré des masses chinoises ».

l'ordre de tirer sur les ouvriers en 1968. Voici un extrait du récit de ce meeting dont Hinton a entendu l'enregistrement intégral :

## Portugal

### Les fascistes reprennent du poil de la bête

**I**L faudra plus d'un mois au premier ministre Mota Pinto pour présenter devant l'Assemblée son nouveau gouvernement. Un temps d'arrêt très long, compte-tenu du fait que la composition du futur gouvernement est déjà décidée. Ce contre-temps est largement mis à profit par l'ancien premier ministre, chargé d'expédier les affaires courantes, pour poursuivre sa politique réactionnaire.

sités. Des hauts fonctionnaires du régime fasciste sont réintégrés. Ainsi, selon un hebdomadaire portugais, plusieurs personnes compromises pour leurs activités du temps du fascisme, vont se retrouver aux postes d'ambassadeur. Cette remise à l'honneur des personnalités fascistes touche même les sphères du prochain gouvernement. Le ministère des Affaires étrangères reviendrait à un individu qui fut directeur général des affaires politiques sous la dictature de Caetano.

Autant de faits inquiétants auxquels s'ajoutent une aggravation de la situation de l'emploi et une hausse des prix vertigineuse.

Les travailleurs, lassés d'une crise politique qui dure depuis des mois, ne se sentent pas concernés par tout ce qui se passe dans les sphères gouvernementales et à l'Assemblée. Par contre, face à l'aggravation de la hausse du coût de la vie et à la détérioration de leurs conditions de vie et de travail, ils se mobilisent. Samedi dernier encore, une grande manifestation rassemblant 200 000 personnes a parcouru les rues de Lisbonne.

Evelyne LE GUEN

Pourtant, un livre a été écrit, il y a plusieurs années, en 1972, par un vieil ami de la Chine : Hinton. Un livre qu'on ne peut vraiment accuser, vu sa date, d'être une justification à posteriori de l'arrestation qui vient d'avoir lieu.

Ce livre, basé sur une enquête minutieuse effectuée durant l'été 1971, c'est-à-dire quelques mois avant la découverte du complot de Lin Piao, retrace toute l'histoire de la Révolution culturelle à l'université Tsing-hua de 1966 à 1968 ; il montre comment un leader étudiant, aimé des masses parce qu'il a osé déclencher la lutte contre le révisionnisme, se transforme en son contraire : un chef rejeté de tous, complètement isolé, soumis à la critique de milliers d'étudiants.

## QUINZE MORTS SUR LA CONSCIENCE

Nous sommes en avril 1968, deux groupes s'affrontent à l'université : le « régiment », dirigé par Kuai, et le groupe dit « des 4 ».

Kuai Ta-fu vient de déclarer de passer à la lutte armée contre les 4 : dix étudiants seront tués.

Au mois de juillet 1968, Mao Tsé-toung donne deux fois l'ordre de cesser les combats. Kuai Ta-fu passe outre. C'est pourquoi, le 27 juillet, cent mille ouvriers et soldats de Pékin, révoltés par ce qui se passe à l'université, décident d'intervenir pacifiquement sur le campus pour faire cesser les combats. Leur slogan est : « Faisons usage de raison, non de violence ». Mais Kuai Ta-fu donne l'ordre à ses troupes de tirer sur les ouvriers désarmés : cinq seront tués, cent quarante-trois faits prisonniers et battus, sept-cent trente-et-un gravement blessés.

Le récit suivant montre jusqu'à quel point de fanatisme en sont arrivés les combattants de Kuai. A un ouvrier communiste, nommé Hou, qui leur demande d'écouter le président Mao, ils répondent : « Nous n'écouterons que Kuai Ta-fu ». La suite que nous raconte Hinton est atroce :

« Chang Hsing, un "dur" du régiment, gardait la position de la colline avec un fusil automatique. Lorsqu'il demanda à Kuai s'il pouvait l'utiliser contre des gens, Kuai dit : "Soit tu ne tires pas, soit tu tires pour tuer !" Kuai avait déclaré de nombreuses fois : "Le quartier général sera tenu pour responsable de tous les morts". Quelques jours plus tard, Chang tira et tua un étudiant des 4 qui s'était aventuré à l'extérieur. Un second membre des 4, Yang Chih-chun, fut atteint depuis la fenêtre du premier bâtiment des cours. Il réussit à rentrer en uti-

bant dans le bâtiment des sciences, mais les soins médicaux étaient insuffisants. Quand ses camarades se rendirent compte qu'en dépit de tous leurs efforts Yang était mourant, ils tentèrent de négocier avec Kuai Ta-fu par voie de haut-parleur l'autorisation de l'envoyer à l'hôpital. Mais Kuai ne voulut pas le permettre, à moins que les 4 ne hissent un drapeau de reddition. Ils refusèrent de le faire. Finalement, certains membres féminins des 4 proposèrent de se désarmer complètement pour sortir Yang. Mais quand elles essayèrent de sortir du bâtiment, on leur tira dessus. Yang finit par mourir par manque de soins médicaux. Son père, un ancien guerrillero, voulut voir le corps de son fils. Il vint exprès à Pékin avec sa femme mais Kuai Ta-fu exigea d'eux qu'ils brandissent un drapeau blanc pour traverser le no man's land dans le champ de tir du régiment.

"Devant les balonnettes japonaises, je n'ai jamais brandi le drapeau blanc. Pourquoi devrais-je céder devant vous aujourd'hui ?" répliqua Yang père. Lui et sa femme quittèrent finalement Pékin furieux, sans avoir vu le corps de leur fils ».

« (...) Un homme robuste empoigna Hou, le frappa sur la tête avec une torche électrique, puis, l'ayant assommé et lui ayant fait une vilaine entaille à l'arcade sourcilière, le traîna par les pieds sur toute la longueur du couloir et lui fit ainsi descendre les escaliers du quatrième étage au premier. La tête de Hou cognait sur chaque marche pendant la descente. Quand il atteignit le bas des escaliers, il était inconscient. Lorsqu'il revint à lui, il cria : "Vive le président Mao !" Son ravisseur, entendant cela, tenta de l'étouffer. Hou réussit tout de même à dire dans un hoquet : "Fais usage de raison, non de violence, de raison, non de violence". Son ravisseur lui enfonça alors une serviette dans la bouche. Comme la serviette ne réussissait pas à le réduire au silence non plus, son tourmenteur, qui se révéla ne pas être un étudiant mais un des bagarreurs du dortoir No 10, tenta de lui arracher les yeux ».

## ACCUSE DE COMLOT EN 1971

Les ouvriers finirent par faire cesser les combats. Mais trois ans plus tard, Kuai Ta-fu est de nouveau sur la sellette. Le 25 mars 1971 a lieu une assemblée générale de milliers d'étudiants où Kuai Ta-fu est accusé d'avoir fait partie du « Groupe du 16 mai », responsable d'une tentative de putsch contre le président Mao. Il est en même temps accusé d'avoir donné

« La fille de Lai Wen-yuan (un des ouvriers assassinés en 1968), âgée de 16 ans, était debout au milieu de la scène, en face d'un public de milliers de personnes (...) »

« C'est toi, Kuai Ta-fu, qui a volé la vie de mon père pendant qu'il montait la garde à l'angle du champ de blé ! C'est toi et le mal-faisant Groupe du 16 mai ! Cette dette sanglante doit être payée (...) »

## COUVERT EN HAUT LIEU

Plusieurs autres faits sont accumulés contre Kuai. Tous convergent : Kuai était membre du Groupe comploteur du 16 mai. Cependant, il ne le reconnaît pas. Pourquoi ? demande Hinton : deux hypothèses en 1971 : soit Kuai dit la vérité, soit, plus probablement, il bénéficie de complicités en haut

## La rencontre entre Mao et les 5 gardes rouges en 1968

**A**LORS que Kuai Ta-fu refusait l'intervention pacifique des ouvriers dirigés par le groupe de propagande et organisait les combats du « régiment » contre les ouvriers et le groupe dit « des quatre », Mao Tsé-toung le fit convoquer ainsi que les autres dirigeants étudiants de Pékin, aujourd'hui arrêtés. A l'époque, on ignorait qu'au moins deux d'entre eux Kuai et Nieh étaient membres du groupe comploteur du 16 mai. Voici comment Hinton relate en 1972, la rencontre :

« A l'aube du 28 juillet 1968, Mao Tsé-toung rencontra Kuai Ta-fu, Tan Hou-lan, Wang Ta-ping, Han Ai-ching et Nieh Yuan-tsen et leur parla sans ménagement. Il dit à Kuai Ta-fu qu'il avait la tête enflée - en fait, qu'il était enflé partout. Il devenait le contraire de ce qu'il était. Les gens des universités et des instituts avaient dit qu'ils voulaient entamer l'étape de lutte-critique-réforme, mais au lieu de cela, ils étaient passés aux combats armés. Ils s'étaient coupés des ouvriers, des paysans, de la population locale, et de la majorité de leurs propres pairs. S'ils continuaient à se battre, ils allaient devenir des bandits. Il faudrait les encercler et les supprimer (...) Continuer les combats après l'ordre du 3 juillet ne pouvait être admis. Par conséquent, s'ils refusaient d'écouter le groupe de propagande, ils devraient subir l'occupation militaire.

Reprenant l'accusation de Kuai selon laquelle les ouvriers étaient manipulés par une main sinistre, Mao dit : « Si tu cherches une main sinistre, je suis cette main sinistre, c'est moi qui ai envoyé ce groupe. Il va falloir que tu me blâmes. »

Mais, même le face à face avec le président Mao ne fit pas changer Kuai. Il revint à l'université en disant que les paroles de Mao étaient : « 100 000 ouvriers envahissent Tsing-hua. Les quatre sont heureux. Le régiment est malheureux et je suis malheureux aussi ». Aussi quand les ouvriers et les soldats crièrent aux étudiants barricadés dans le bâtiment numéro 9 003 : « Mao vous a critiqués quand il a rencontré Kuai », ils répondirent : « Non, Mao nous a défendus ».

Du fond de la salle de réunion, une étudiante cria d'une voix aiguë : "Kuai, tu as une dette sanglante envers la classe ouvrière". Puis, toutes les gorges de l'assemblée tonnèrent en réplique : "Kuai, tu as une dette sanglante, une dette sanglante envers la classe ouvrière !".

"Mais quand je me souviens que mon père s'est battu pour la révolution et est mort pour le peuple, je sèche mes larmes et je me sens forte" continua la petite Li d'une voix dont l'intensité faisait mal. "Plus je réfléchis, plus je hais le Groupe du 16 mai qui a pris la vie de mon père".

Kuai, assis à droite de la tribune regardait droit devant lui à travers les verres épais de ses lunettes car-

lieu et il espère être protégé. N'avait-il pas dit lui-même : « On peut foncer, nous sommes couverts ».

Aujourd'hui, on peut penser qu'en effet si Kuai a échappé si longtemps à la justice, c'est qu'il était couvert par la bande des Quatre.

Voici l'opinion d'un ouvrier révolutionnaire sur Kuai en 1971 : « Notre théorie, c'est que Kuai est passé de l'ultra-gauche à la contre-révolution. C'était un rebelle authentique, mais avant que les intellectuels s'allient à la classe ouvrière, ils ont tendance à hésiter. Il est passé de l'ultra-gauche à la réaction. Il s'est enfoncé de plus en plus jusqu'à ce qu'il ne puisse plus s'en tirer ».

## GREVES EN BOLIVIE

Environ 3 000 mineurs boliviens se sont mis en grève jeudi dernier. Ces ouvriers de Siete Suyos sont employés dans l'entreprise minière d'Etat qui contrôle 70 % des mines en Bolivie.

Ils exigent des augmentations de salaire et une amélioration de leurs conditions de vie. Il faut préciser que dans les mines boliviennes, tout ce qui touche à la vie des gens est aux mains de l'entreprise : logements, écoles, etc., tout est à l'entreprise. Tous les divers frais sont retirés d'office sur les salaires des mineurs qui ne reçoivent qu'un salaire infirme à la fin du mois.

Par ailleurs, une grève du transport public a paralysé La Paz, la capitale du pays. Malgré les pressions gouvernementales, les travailleurs ont décidé de maintenir leur mouvement.

## TCHÉCOSLOVAQUIE

Peter Cibulka, Libor Chloupek, Peter Pospichal avaient organisé des concerts de chanteurs interdits. Ils avaient, durant ces concerts, distribué le texte des signataires de la Charte 77 ainsi que des œuvres d'écrivains bannis. De plus, ils avaient fait écouter de enregistrements de musique pop non admis en Tchécoslovaquie.

Pour ces crimes, ils ont été condamnés par le tribunal de BRNO à deux ans de prison pour l'un, vingt mois et onze mois pour les deux autres. Officiellement, ils sont accusés d'« incitation à la rébellion ».

# DANS L'ACTUALITE

## 150 000 fascistes manifestent à Madrid ...

### Un putsh militaire déjoué

150 000 fascistes ont manifesté dimanche au centre de Madrid pour commémorer le troisième anniversaire de la mort de Franco. Pendant des heures, anciens combattants des « croisades » (la guerre civile), et militants des partis d'extrême droite, chemises bleues et bérets rouges, ont paradé devant des drapeaux phalangistes et des insignes nazis.

La veille, un complot d'extrême-droite organisé par des militaires de haut rang avait été déjoué par la police militaire. Le général Juan Atares, commandant la garde civile de Valence a été arrêté ainsi que le lieutenant-colonel de la garde civile Molina, apparemment l'âme du complot. Plusieurs officiers de haut grade trempant dans le complot ont également été mis

aux arrêts. Le but de l'opération, baptisée opération Galaxie était d'investir le palais de la Moncloa, le siège du gouvernement et de forcer le premier ministre à former un nouveau gouvernement « national ». La date avait été choisie en fonction de l'absence du roi ainsi que des chefs d'état-major des trois armes réunis aux Canaries. Il est clair également que la date « coïncidait » parfaitement avec le rassemblement fasciste de Madrid.

Dans l'immédiat, la menace semble écartée. Il ne faut pas pourtant perdre de vue que la lutte pour la démocratie en Espagne est encore actuellement une des principales luttes politiques à mener. Le prochain vote de la Constitution en marquera une étape importante les fascistes le savent et c'est pour cela qu'ils s'agitent.

### Smith reporte les élections

## Le gouvernement raciste aux abois

Le gouvernement raciste rodhésien vient d'annoncer que les élections qui étaient prévues pour la fin de l'année devraient être reportées d'au moins quatre mois. Cette nouvelle confirme les importantes victoires sur le plan militaire qu'ont remporté les fronts de libération du Zimbabwe ces derniers temps. Contrairement au prétexte de Smith selon lequel ce sont des questions de mise en forme définitives de la constitution à voter qui provoquent ce délai, il s'agit en fait de l'impossibilité de Smith d'organiser des élections dans des territoires où il ne contrôle plus qui ont causé cette décision. Le Front patriotique contrôle en effet actuellement la quasi-totalité du territoire Zimbabwe et est même passé cette semaine à la dernière phase de sa guerre de libération : l'assaut des villes. La capitale, Salisbury a été l'objet de plusieurs actions qui ont montré que, désormais, les patriotes pouvaient s'atta-

quer aux cibles qu'ils désiraient.

Ces élections, qui pourraient bien ne jamais avoir lieu, visaient en fait, sous couvert d'une pseudo constitution multiraciale, à préserver la domination des colons blancs dans le pays. S'il faut une preuve de cela, il suffit de savoir qu'elle devrait donner lieu, auparavant et en priorité, à l'accord par référendum des 80 000 colons blancs qui dominent le pays.

Une autre manœuvre des racistes se heurte actuellement à l'opposition ferme des masses noires, il s'agit de la tentative d'intégrer dans l'armée des racistes, par une conscription obligatoire, les jeunes Africains de 18 à 38 ans. La plus importante manifestation contre ce décret a eu lieu mercredi dernier dans un quartier noir de Salisbury. Deux cent soixante six jeunes ont été arrêtés et condamnés à des peines allant jusqu'à trois ans de prison. Cela n'a pas empêché d'autres manifestations d'avoir lieu dans d'autres régions.

### Le budget a été voté

Le projet de loi de finances a été adopté par les députés samedi. Tous les députés socialistes et communistes, ainsi que Robert Fabre et sept députés alsaciens de la majorité se sont prononcés contre.

Donc, tout le programme excessivement sévère du gouvernement, n'a eu aucun problème à passer, comme on pouvait s'en douter. Nous remarquerons la « belle attitude » du RPR qui

s'est distingué juste ce qu'il faut au moment des discussions sur le budget de la Jeunesse et des Sports.

L'austérité est votée et même renforcée puisque les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale seront à présent imposées, sauf en cas de longue maladie.

Une belle illustration du « changement dans la continuité ».

### Manifestation des résidents Sonacotra

## Lutter jusqu'à la victoire

### Une volonté unanime

SAMEDI 18 novembre, 10 000 personnes environ ont manifesté à Paris de Barbès à Ménilmontant, à l'appel du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève. Cette manifestation était placée sous le signe de la protestation contre la répression et les expulsions dont sont victimes les immigrés en général et les résidents de la Sonacotra en particulier.

Tout au long de la manifestation le nombre des banderoles était impressionnant et concrétisait la présence de délégations de nombreux foyers. Parmi ces délégations les résidents des foyers de l'Est de la France étaient venus nombreux puisqu'ils avaient loué huit cars. Etaient également présents les résidents du foyer Siegfried de Reims, très dynamique et combatif tout au long du parcours. On notait également la présence de banderoles de foyers AFRP, ADEF, etc.

### LES PROGRES DE L'UNITE FRANÇAIS IMMIGRES

Une autre caractéristique de cette journée est qu'elle a été placée sous le signe

de l'unité Français-immigrés. Non seulement, les manifestants scandaient des mots d'ordre contre la répression et les mesures Stoléru, la Sonacotra, mais ils reprenaient très souvent ceux ayant trait à l'unité de la classe ouvrière et à la solidarité Français-immigrés. Les manifestants français étaient certainement plus nombreux samedi qu'aux précédentes manifestations.

Les membres des comités de soutien de chaque foyer accompagnaient les résidents de ces foyers, mais de plus une importante délégation CFDT était présente. On sait que l'Union régionale parisienne CFDT avait appelé à la manifestation. Avec l'URP, était présente, et c'est très important, une délégation de la section des usines Re-

nault de Boulogne-Billancourt. Il y avait là aussi des représentants de la CFDT-Hôtel-Restaurants et Cafés, de l'UL-CFDT Conflans, des sections CGT-CFDT de la Documentation française, de l'UD-CFDT du Val-de-Marne. Certes, la présence de travailleurs français au côté des travailleurs immigrés reste faible et nettement insuffisante, cela vaut pour la CFDT mais surtout pour la CGT. En effet, il faut noter l'absence totale, à une exception près, de toute délégation CGT, ce qui laisse entrevoir tout le travail qui reste à faire dans les sections syndicales sur l'unité Français-immigrés. Parmi les banderoles, citons encore celle de l'Inter-comité du Marais qui se bat depuis plusieurs années contre les expulsions au Marais.

### LES ETUDIANTS DE TOLBIAC

Plusieurs délégations d'étudiants étaient venues.

En premier lieu, une délégation d'étudiants étrangers portant une banderole contre la circulaire Bonnet. Des étudiants de Tolbiac étaient là également. La semaine dernière, les étudiants de Tolbiac avaient été brutalement réprimés par la police. Etaient également présents des étudiants de Vincennes et de Nanterre.

### PCML-PCRML : DELEGATION COMMUNE

Les organisations politiques fermaient la marche. Les représentants du PCML et du PCRML étaient ensemble sous une banderole commune où étaient inscrits les mots d'ordre : « Français-immigrés, une seule classe ouvrière... Abrogation des mesures Stoléru ».

Au cours de cette manifestation, et c'est là le principal, les résidents ont réaffirmé leur volonté de poursuivre la grève en dépit des procès, des expulsions et des manœuvres de toutes sortes.



(Photo HR)

## A Lyon, les communaux se joignent à la lutte des éboueurs

A Lyon, les éboueurs continuent leur grève et même durcissent leur action malgré la mise en place la semaine dernière du « plan aspirateur » qui a nettoyé partiellement la ville. L'intervention de l'armée est suspendue et au contraire un mouvement de solidarité se développe autour des éboueurs, en particulier chez les communaux lyonnais : le conflit s'est étendu à l'ensemble du personnel de la Courly (communaux urbains de

Lyon). Un appel a été lancé par les organisations syndicales pour que le personnel municipal de Lyon entame la lutte à partir de lundi 20.

A la base, certains travailleurs se sont déjà mis en grève, dès vendredi, dans les crèches municipales notamment.

Une manifestation est prévue pour lundi 20 novembre devant l'Hôtel de la Courly, pendant la séance publique du conseil de la Courly.

En outre, les UD-CFDT, CGT et FO appellent toutes les organisations syndicales à protester dans les entreprises pour faire de ce rassemblement une grande action des travailleurs du secteur privé et du secteur public. Les sapeurs pompiers, de leur côté, se sont mis en grève lundi.

Les employés des communaux lyonnais sont donc décidés à développer leur action pour faire céder la municipalité sur leurs revendications.

## Caen Manifestation contre les violences policières

Plus de 7 000 personnes ont manifesté vendredi à Caen contre les charges particulièrement violentes des flics mercredi. Sur ces 7 000 manifestants, entre 1 000 et 2 000 personnes ont voulu aller plus loin et ont foncé sur la préfecture. La police a arrêté plusieurs personnes dont certaines n'ont pas encore été relâchées.

### Au TGV Le TGV



L'art des affaires

# Les Willot ont acheté Boussac ... avec Boussac

**L**E contrat, soi-disant d'achat de Boussac, par les Willot... Aux dires des spécialistes une petite merveille dans « l'art des affaires », entendez par là dans la façon dont un capitaliste avale un autre capitaliste et augmente sa fortune d'un ou deux milliards sans bourse délier !

Nous vivons dans une société capitaliste et ce contrat c'est un droit fait par les bourgeois et pour eux. Aujourd'hui où des milliers de travailleurs sont jetés au chômage et ont du mal à vivre, dans l'autre classe, chez les bourgeois, on acquiert des milliards pour rien...

Voici les principaux points de ce contrat dont nous avons choisi de donner des extraits, formules souvent biscornues, permettant toutes les truanderies possibles.

« Sommes d'avis de retenir et proposons au tribunal de retenir la proposition présentée par la société Saint Frères dépendant du groupe Agache-Willot... »

C'est ainsi que commence la décision du tribunal de commerce du 18 août 1978 relative à ce qui sera baptisé à tort, le « rachat » du groupe Boussac par les Willot. Cette « proposition », c'était la lettre de la société Saint Frères du 17 août, donc la veille du jugement et qui disait :

« Nous vous confirmons que notre société est disposée à intervenir pour assurer la pérennité de l'exploitation des entreprises Boussac et Dior, d'autre part pour sauvegarder l'emploi par la reprise de la totalité du personnel sauf déduction de 1 300 personnes » (1 300 personnes, c'est presque rien, n'est-il pas vrai, très cher !)

Cela signifie que le tribunal reprend telle quelle la lettre de la veille : les Willot dictent leur volonté au tribunal. Quoi d'étonnant, les tribunaux vont-ils faire du tort aux capitalistes, à plus forte raison à ceux qui sont dans leur grandeur ? Quant à la formule « disposés à intervenir », c'est on ne peut plus vague.

Cela veut dire comme le prouvera la suite du contrat que les quatre frères gèreront l'affaire jusqu'au premier janvier 1980 et c'est seulement à partir de cette date qu'ils diront s'ils veulent devenir propriétaires de Boussac ou non. Entre-temps, rien à déboursier pour eux mais par contre quelques milliards à encaisser.

Puis le texte va préciser que « la procédure de licenciement devra être engagée antérieurement à notre reprise ». Ainsi, les syndicats avant la reprise par les Willot devront licencier les 1 300 travailleurs ; c'est la façon dont les quatre Dalton se donnent bonne figure : commander les licenciements et les faire faire par d'autres.

Mais maintenant le contrat location-gérance va commencer à parler de millions. Ça, devient plus intéressant.

la totalité des actifs du groupe Boussac et Dior se fera au prix forfaitaire de 700 millions ». Pourquoi cette somme ? Parce que l'administrateur judiciaire avait évalué les dettes du groupe Boussac à environ 700 millions. Ils exigent donc « que les parts et actions de cette maison de couture soient mises à leur disposition par les propriétaires actuels » et ils précisent que « le passif de ladite maison sera à leur charge ». Ça ne leur fait pas grand mal puisque cette société est bénéficiaire. Ensuite un petit paragraphe :

« Ces dispositions (du contrat de location-gérance) sont présentées sous réserve que l'intégralité des conditions ci-dessous soient réalisées, chacune étant considérée comme essentielle et déterminante sans laquelle nous ne serions pas engagés ».

Tout ce baratin pour dire que si dans tout ce qui suit une seule ligne est modifiée, le contrat ne tient plus. Bien que Boussac soit pour eux un cadeau royal, ils n'hésitent pas à se ménager une porte de sortie... Des fois qu'ils trouveraient plus renards qu'eux !

Le contrat de location-gérance est signé jusqu'au 31 décembre 1979. Les Willot devront payer une redevance d'un million par mois (donc au total 15 millions), et ce, pour payer les indemnités des 1 300 licenciements.

Le contrat prévoit « la cessation à notre profit (des Willot), des stocks ainsi que des comptes disponibles et réalisables » et « le produit de ces cessions (ventes) sera versé dans la caisse de notre société ». Les « comptes disponibles » c'est ce que les clients doivent. Autrement dit, toutes les factures qui sont dues à Boussac, ils vont se les empocher et en plus ils se font donner les stocks. La somme qu'ils récupèrent de la sorte est de 500 millions. Le prix de Boussac est de 700 millions. Comment font-ils pour payer 200 millions ? Ils les trouvent par la vente du journal l'Aurore, des haras de Jardy et autres actifs du groupe. Quant aux 500 restants, il les rembourseront en 15 ans avec un report d'annuité de quatre ans, sans intérêt, le montant des remboursements ira croissant avec le temps et la dévaluation de la monnaie. (A suivre)

## La manifestation des femmes du PCF

# Une certaine volonté de se battre

10 000 femmes défilaient samedi après-midi dans les rues de Paris à l'appel du PCF. Cette manifestation était intéressante à deux égards : la mobilisation des femmes du PCF et la récupération des mouvements des femmes par la direction de ce parti.

### DÉTERMINÉES A LUTTER

Des femmes, jeunes ou âgées, suivaient leurs banderoles de section ou de fédération. Le ton était très souvent combatif. Aux slogans contre la politique de Giscard-Barre s'ajoutaient ceux dénonçant le chômage touchant particulièrement les femmes. De nombreuses femmes dénonçaient aussi les difficultés d'accès à une véritable formation professionnelle. Des banderoles, des pancartes dénonçaient également l'idéologie dominante qui méprise les femmes et les catalogue comme ménagères ou femmes fatales. Pour illustrer ceci, des femmes étaient lourdement chargées de seau, serpillière, balai et autres instruments de ménage. Des affiches dénonçant le journal *Détective*, tristement célèbre, circulaient ici et là.

Une bonne partie des revendications portaient sur la contraception (information) et l'avortement (ouverture de centres d'IVG).

Bref, une manifestation à bien des égards sympathique et de plus nous laissons entendre que des femmes du PCF sont bien déterminées à se battre, nous laissant entendre aussi qu'il n'y a pas de fossé infranchissable entre nos revendications immédiates à nous femmes du Parti communiste marxiste-léniniste et celles de nombreuses femmes du PCF.



Parmi ses militantes et au sujet de la lutte des femmes, le PC a ses propres contestatrices. Dans les photos ci-dessous ce sont des femmes du PCF revendiquant leur appartenance au PCF qui contestent les déclarations selon lesquelles le PCF serait le plus grand « parti féministe de France ».

### MAIS LA OU TOUT SE COMPLIQUE

Peu de choses sur la lutte spécifique que nous avons à mener. Certains slogans étaient même : « La lutte des femmes ne divise pas la classe ouvrière ! ». Est-ce que certains le pensent dans le PCF ?

Rien sur l'étroite liaison entre la libération des femmes et le socialisme garanti par la dictature du prolétariat (et pour cause !). Si les dirigeants du Parti communiste français affirment que le PCF est le « plus grand parti féministe », ce n'est sûrement pas par la ligne politique que développent les dirigeants et les parlementaires. Rappelons-nous au moment du vote de la loi Veil, les réticences du PCF.

Rappelons-nous que le PCF n'a jamais dénoncé officiellement les restrictions de cette loi (mineures, étrangères, pressions du corps médical, délai de grossesse) ; rappelons-nous l'attitude musclée du service d'ordre du PCF contre les féministes à la manifestation du Premier Mai. Si les femmes du PCF s'élèvent avec raison contre les agressions, sexuelles ou autres, contre les femmes, il est quand même formidable que le PCF profite de ces revendications pour demander plus de flics « assurant la sécurité ». Les flics qui ont violé la petite Fatima, à Saint-Denis, en juin dernier, étaient-ils là pour « assurer la sécurité » ? Rappelons-nous aussi les propos démagogiques du PCF avant les élections lé-

gislatives : « Vous, les femmes, pour régler vos problèmes, adhérez au PC » et votez bien !

Alors n'y a-t-il pas un bon côté et un mauvais côté dans la ligne politique du PCF ? Non.

Mais les dirigeants de ce parti sous la pression de leurs propres militantes sont bien obligés de faire un petit quelque chose.

La conclusion que nous avons à tirer de cette manifestation est de faire le plus largement possible l'unité d'action avec les femmes du PCF déterminées à lutter.

— Le droit au travail, la lutte contre le chômage des femmes, l'information sur la contraception, l'ouverture de centres d'IVG sont des luttes que nous avons à mener toutes ensemble.

## Trigano-Caravelair

# Contre les licenciements la riposte s'organise

**L**ES ouvrières et les ouvriers des usines Sefamac d'Annonay, de quatre comités d'entreprise, de Lamastre et Tournon ainsi qu'une forte délégation de plus de 60 ouvriers de Caravelair se sont retrouvés à Tournon (Ardèche) pour manifester contre les licenciements prévus dans le groupe Trigano-Caravelair

(133 licenciements). Après avoir parcouru les rues de la ville, plus de 300 manifestants se sont retrouvés devant la sous-préfecture où, sous la protection des flics, se tenaient une table ronde entre le sous-préfet, des représentants de la direction et des syndicats. Une petite délégation a été reçue. Les ouvriers et les

ouvrières de Caravelair avaient débrayé une demi-heure le matin à l'appel des organisations syndicales CFDT et CGT. A la suite de ce débrayage de solidarité, une soixantaine de travailleurs ont décidé de ne pas reprendre le travail et d'aller ensemble à la manifestation pour soutenir concrètement leurs cama-

des des autres usines où il y a des licenciements. Ils montraient ainsi que, de plus en plus, les ouvriers prennent conscience que la lutte doit se mener au niveau de tout le trust.

Correspondant Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) Caravelair-Tournon

## Vincennes

Vendredi matin 17 novembre, trois à quatre mille étudiants, enseignants et personnel administratif des deux universités de Vincennes et Villetaneuse et ceux de l'IUT de Saint-Denis ont manifesté ensemble dans Saint-Denis pour dénoncer la répression policière brutale contre les étudiants et personnels qui s'étaient opposés, mardi, à la démolition des locaux de l'IUT. A la place de celui-ci, Madame Saunier-Séité veut transférer, à Vincennes, et ce au prix de

son démantèlement (surface trop exigüe pour les trois mille étudiants de Vincennes) et de la suppression d'un IUT de Saint-Denis. Les slogans criés s'opposaient au démantèlement alors que des rangées de manifestants bloquaient la nationale sur des centaines de mètres. Malgré les tentatives des élus de gauche pour disperser la manifestation, celle-ci se poursuivit par la suite sur l'autoroute avant que la police n'ait le temps d'intervenir.

Samedi à Quimper

## 10 000 contre la centrale nucléaire de Plogoff

**D**EPUIS l'Occupation, on n'avait jamais vu ça. La ville de Quimper toute entière quadrillée par des centaines de CRS, sur-excités, fusils lance-grenades à l'épaule. Ils tiennent les carrefours, ils campent devant la préfecture, devant la mairie, devant l'EDF. Ils contrôlent les entrées de la ville, bloquent les passerelles sur l'Odéon. Leur rôle : intimider, voire provoquer.

Vers quinze heures, la manifestation se rassemble. Des cars sont venus de Plogoff et de tous les bourgs du Cap, toute la Cornouaille est là pour protester contre les projets d'implantation d'une énorme centrale de 5 600 méga-watts. On est venu parfois en famille. Des délégations sont venues aussi d'autres villes de Bretagne, mais certains cars, certaines voitures sont bloquées aux entrées de la ville. Par exemple, la délégation venue du Pellerin, autre commune qui se bat depuis plus de deux ans contre l'implantation de force d'une centrale sur son terrain. Plusieurs milliers de personnes sont rassemblées sur la place du champ de foire. Le maire de Plogoff prend la parole le premier. A aucun moment on n'a tenu la population de Plogoff au courant de ce qui se tramait derrière son dos.

Aujourd'hui lundi et demain, c'est au conseil général du Finistère d'entériner le choix du site de Plogoff ; dès janvier 1975, il a admis le principe d'implantation d'une centrale dans le département... Jean Moalic, parlant au nom de l'association « Evit buhez ar c'hap » (pour la vie du Cap), demande lui-aussi : « Pourquoi EDF et le gouvernement refusent-ils l'information ? » Il souhaite que, dès aujourd'hui, on engage des recherches dans le domaine de l'énergie solaire, qu'on réduise le gaspillage. Il rappelle qu'en Autriche, il y a quinze jours, un référendum a fait reculer le nucléaire, « le combat n'est donc pas perdu d'avance ! »

En tête de la manifestation, les maires du Cap sont

venus soutenir la population de Plogoff.

Plus de 10 000 manifestants défilent. Sur les quais on conspue les gardes mobiles, plantés là comme par provocation. Aucun accrochage n'a lieu. C'est seulement au moment de la

dispersion que les CRS font donner — pour la première fois — des canons à eau. Les flics arrosent tout ce qui bouge, y compris les passants. Venant après la manifestation de Brest en fin septembre dernier, la manifestation de Quimper assemblée à l'appel du comité de défense de Plogoff, montre que la mobilisation reste entière et que l'opposition populaire, malgré les « avis » des « bénis oui, oui » ou des « bénis oui, mais » des conseils, qu'ils soient locaux ou régionaux.

Yannick DAGORN



(Photo bureau de presse de l'Ouest)

### Courrier des lecteurs

**N**OS bourgeois sont effrayés. Nous ne faisons plus assez d'enfants pour la France. C'est vrai, dans nos usines, la majorité des jeunes couples n'ont qu'un seul enfant.

Pourtant, ceux qui nous gouvernent essaient tous les moyens pour nous faire procréer.

L'an dernier, ils ont eu une trouvaille : les allocations familiales versent un complément familial de 350 F pour tout enfant de moins de trois ans. Cette nouvelle a été commentée par la grande presse comme une belle réussite sociale.

Mais ce qui n'a pas été dit, c'est que par ailleurs, l'ancienne allocation de « femme au foyer » a été supprimée (\*) (environ 100 F par mois), c'est-à-dire que pour deux enfants de quatre et

cinq ans par exemple, qu'une mère travaille ou ne travaille pas, elle touche en tout 195 F d'allocations !

Et peut-être une petite allocation-logement dans certains cas. Un vrai scandale !

(\*) Pour les familles qui ont déjà eu droit à cette allocation de « femme au foyer », celle-ci ne sera supprimée que petit à petit. Ajoutons que pour avoir droit à cette allocation de « femme au foyer » (ou salaire unique), le plafond des ressources familiales n'avait pas changé depuis 1973 !

Ainsi lorsque les patrons sont obligés d'augmenter nos salaires, les allocations diminuent et on nous dit : « Mais vous gagnez plus que l'an dernier, c'est normal ! »

Correspondante Doubs

# Le IIIe Congrès du PCRml s'est tenu avec succès

Résolution sur l'unité

Le 3e congrès du PCRml a examiné l'avancée du processus d'unification avec le PCML. Il a apprécié comme un pas particulièrement important les progrès effectués depuis le début de l'année 1978. L'impulsion d'une campagne électorale commune, le travail en commun de nos militants dans des comités locaux, les contacts ainsi noués à la base, ont permis, sur la base d'une pratique commune, nos camarades apprennent à se connaître et à développer les points d'accord. Les discussions engagées de manière régulière à tous les échelons de nos deux partis ont permis, grâce à une étude sérieuse, un approfondissement de nos points de convergence. Elles ont permis de mieux apprécier

les acquis idéologiques, politiques, organisationnels respectifs de nos deux organisations sur la base de leur propre pratique.

Sur la base de ces progrès déjà effectués dans l'unification, le PCRml estime que l'unification des marxistes-léninistes au sein d'un même parti constituerait dans notre pays une arme importante pour combattre l'hégémonie révisionniste dans la classe ouvrière et dans le peuple.

Permettant de renforcer le travail communiste dans les entreprises, dans les syndicats, d'étendre l'influence de la presse et des idées communistes, elle permettrait également, grâce à la mise en commun et au développement des acquis des deux partis, que la nouvelle organisation s'en-

gage plus profondément dans l'organisation et la mobilisation des masses populaires de notre pays.

Cette unification devra se faire sur la base d'une juste ligne politique et idéologique. Elle doit permettre un réel développement, dans la pratique, des principaux acquis du marxisme-léninisme, du maoïsme dans notre pays. L'élaboration continue d'une ligne politique sans cesse plus juste, plus précise, l'édification d'une organisation sans cesse plus solide exigent que soit pleinement mise en œuvre la participation démocratique des cellules à l'édification de la ligne.

Ainsi, l'unité de nos deux organisations, leur fusion en un seul parti, peut se faire, à notre sens, dans un délai convenable.

## Le camarade Jacques Jurquet au IIIe Congrès du PCRml et au camarade Max Cluzot

Au nom du Comité central et de tous les militants du Parti communiste marxiste-léniniste, j'adresse à tous les délégués présents à votre congrès, à tous les militants de votre parti, aux membres de son Comité central sortant et tout particulièrement au camarade Max Cluzot, secrétaire général sortant, l'expression de sentiments fraternels et sincères et le souhait d'un succès complet de vos travaux.

Le 3e congrès du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste constitue un moment très important de l'histoire du mouvement communiste et ouvrier de notre pays dans le cadre de la lutte des marxistes-léninistes contre le capitalisme monopoliste d'État en France et contre le révisionnisme moderne au sein de la classe ouvrière et des masses laborieuses du pays.

Vos assises sont réunies alors que la crise générale de notre société se traduit chaque jour davantage par des crimes et méfaits à l'encontre des ouvriers, des petits et moyens paysans, de tous les travailleurs français et immigrés qui souffrent de l'exploitation, de l'oppression et de la répression de la bourgeoisie sous quelque visage qu'elle se présente.

Vos assises sont réunies alors que les contradictions internes du Parti communiste français, aboutissement inévitable des révisions et abandons des principes du marxisme et du léninisme, connaissent un développement de plus en plus aigu et justifient pleinement et

historiquement la nécessité et l'urgence de l'édification d'un nouveau grand parti révolutionnaire prolétarien.

Vos assises sont réunies également à une époque où la situation internationale connaît des bouleversements précipités qui confirment quotidiennement la justesse de l'analyse du président Mao Tsé-toung qui fonde la théorie des trois mondes, stratégie contemporaine de la révolution socialiste mondiale.

Vos assises sont réunies, enfin, comme instance statutaire revêtant une importance décisive pour l'aboutissement du processus d'unification entre votre Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et notre Parti communiste marxiste-léniniste.

Nos militants de base, cadres intermédiaires et membres du Comité central sont convaincus que l'unification dans un seul parti marxiste-léniniste, qui n'aura été ni précipitée ni formelle, pourra satisfaire aux justes exigences que vous et nous en attendons respectivement (...)

Le 3e congrès de notre parti vous a communiqué la ligne idéologique, politique et organisationnelle qui lui est apparue la plus opportune pour conduire à la réalisation pratique de notre unification. Depuis lors, des discussions entre nos militants ont remporté des succès encourageants et positifs non seulement au niveau des comités centraux, mais aussi, entre les militants de base et cadres intermédiaires. De nombreu-

ses actions communes ont concrétisé ces progrès. Les convergences de nos presses respectives sont devenues constantes. Les relations entre nous sont même passées du stade des relations entre amis au sein du peuple à celui de relations entre camarades basées sur la confiance mutuelle sans réserve. A notre avis, le processus d'unification est désormais irréversible (...)

Cher camarade Max Cluzot, chers camarades dirigeants, cadres et militants de base du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, nous vous assurons que notre Parti communiste marxiste-léniniste accorde une très grande importance à votre 3e congrès et place en vous une confiance fondée sur votre attachement aux impérissables principes du marxisme, du léninisme et de la pensée maotsetoung. Nous vous assurons que notre volonté et notre espoir visent à réaliser que votre 4e congrès et le nôtre soient confondus dans les assises dans l'instance suprême d'un seul parti, notre parti consacrant le succès irréversible du processus d'unification.

Vive le 3e congrès du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste !

Vive notre futur et commun Parti communiste, authentique représentant et défenseur des intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires de France !

26 octobre 1978

### AFFICHEZ L'H.R.



# CULTUREL

## Notes de lecture

### «On chantait rouge» par Charles Tillon

# Un livre émouvant qui n'exclut pas les questions

**Q**UI est Charles Tillon ? La lecture des quelques 600 pages du livre « On chantait rouge » écrit de ses mains en donnera un très bon aperçu qui ne manquera d'émouvoir tant les vétérans communistes que les jeunes militants qui ont entamé le combat pour la victoire d'une cause que Charles Tillon n'a jamais reniée.

A travers sa vie, c'est la mémoire d'une classe, la classe ouvrière, qui depuis les mutineries de la Première Guerre mondiale n'a jamais cessé de se révolter pour tenter de mettre fin à la domination de la bourgeoisie.

A 22 ans, Charles Tillon s'embarque sur le « Guichen » un croiseur de la marine française qui avait servi pendant la « Grande Guerre » au transport de troupe en Méditerranée, et ce, jusqu'en juin 1919 où éclata la révolte des matelots.

L'armistice était signé depuis plus de six mois, les marins à bout attendaient l'ordre de mettre le cap sur Brest, mais le manège continuait. Poincaré et Clémenceau entamait la guerre contre la Russie des soviets et de Lénine. Charles Tillon sera de ceux que l'on ne dénommera plus désormais que par le titre « mutins de la mer noire ». Passé en conseil de guerre en décembre, le mutin Tillon et six autres de ces camarades furent condamnés à 41 ans de bagnes et déporté au camp de Dar Bel Hamri au Maroc. Il fut libéré avec ses compagnons après de longs mois de souffrances grâce à la formidable campagne populaire pour l'amnistie. Par décision de l'Internationale communiste, l'adhésion au Parti communiste d'un ancien révolté pour défendre l'Union sovi-

etique comptait à partir de la date de la révolte. Charles Tillon devenait avec André Marty, lui aussi mutin de la mer Noire, membres du Parti communiste avant même sa fondation au congrès de Tours en décembre 1920.

La révolte du « Guichen » ne sera que la première d'une longue vie de militant ouvrier.

On connaît le rôle éminent de Charles Tillon comme dirigeant communiste de la résistance anti-nazie, à la tête des francs-tireurs et partisans français (FTP), on connaît moins bien le rôle du militant ouvrier de l'entre-deux-guerres, dans les dures batailles de classe de cette époque. On suit avec une attention soutenue l'activité du militant fin 1924, alors élu délégué régional de la CGTU en

Bretagne. « La bataille syndicale me donnait du bonheur à organiser la résistance de ceux qui partageaient l'hérédité du salariat » écrit-il, avant de raconter la fameuse grève de 1924 des Pen-sardines de Douarnenez, celle des ouvrières des conserveries. Le patronat avait fait donner le coup de feu par quelques misérables hommes de besognes.

« Cette grève, enfin, conclut-il, marquait pour moi dès le début de ma vie de militant responsable, quelle violence est capable une classe opprimante, toujours inquiète de manquer de moyens de puissance en face d'une masse ouvrière capable de réaliser tous ses vœux. En un mot, nous avions eu raison en faisant partager le rôle dirigeant de la grève par la masse elle-même ».

Tout au long de ces

dans des conditions extrêmement troubles. Les détails ne manquent pas pour nous éclairer sur toutes ces questions, d'une lumière nouvelle. De nombreuses questions sont posées par ce témoignage, et au centre de toutes celles-ci, c'est sans doute celle du bilan de la Troisième Internationale dans ses rapports avec les différents Partis communistes.

Charles Tillon centre ses coups accusateurs en direction de Staline, ce qui, à notre avis, ne permet pas d'expliquer clairement les échecs successifs du PCF ; lors du Front populaire et à la Libération notamment.

Mais la dure épreuve qu'a subie Charles Tillon jusqu'à son exclusion pure et simple du PCF en 1970, lui fait approfondir sa réflexion sur le socialisme et le mouvement ouvrier français, et là, comment ne pas se sentir profondément proche des aspirations sur le « le socialisme à visage du peuple » qui tire son essence même des principes de la Commune de Paris, et où le Parti communiste « ne saurait être un parti d'arrière pensée ».

« Ce livre témoigne, dit-il, les changements de vie apportés aux conditions des masses populaires ne sont toujours que le fruit de l'action de celles-ci. » On n'obtient rien sans lutte, mais il faut que cette lutte soit organisée, réfléchie, pour que le mouvement ouvrier tire toutes les leçons de ses succès comme de ses erreurs. Et l'on sent bien le grand reproche que fait Charles Tillon au PCF : celui de s'être petit à petit enfermé dans un système de pensée sclérosé — « Le Parti n'a jamais tort et n'a jamais fait d'erreur » — qui le réduit à agir en dehors des réalités et qui l'a passé inévitablement à trahir les objectifs qu'il s'était fixés pour diriger la classe ouvrière et le peuple vers l'émancipation. « Toutes les erreurs inévitables dans la spontanéité de l'action, si elles sont aussitôt décelées, reconnues, réfléchies et affinent le jugement de la classe ouvrière ».

Un livre à lire pour les militants communistes, un livre qui pose plus de questions qu'il n'en résout parce que c'est à la classe ouvrière d'y répondre par sa propre pratique. Un livre qui ne sent pas l'odeur du pessimisme mais de l'espoir : « La Commune de Paris (...) Rien ne fut donné que par elle. Une bien belle maîtresse, hein, mes camarades. Tant que je pourrai me reconforter à sa source, je serai fort. »

Lucien NOUVEAU

« On chantait rouge » ; mémoires pour l'histoire d'un ouvrier breton, devenu révolutionnaire professionnel, chef de guerre et ministre. Collection « Vécu » Robert Laffont, 586 pages, 60 F.



Charles Tillon, chez lui, en Bretagne.

## Une semaine de télévision

LUNDI 20 NOVEMBRE

ANTENNE 2 - 21 h 30 : Question de temps - Doumeng.

Ce magazine est lié à l'actualité. On sait déjà qu'il comprendra deux reportages : le point sur Concorde, réussite technique de la collaboration des pays européens, mais échec commercial dû aux pressions des USA. L'intérêt de ce magazine vient surtout du portrait qu'on fait de Jean-Baptiste Doumeng, le « milliardaire » du PCF. Il a quasiment le monopole du commerce entre la France et l'URSS. Il est président-directeur général d'Interagra, il importe les tracteurs AFTO, préside de très grosses coopératives, c'est un gros propriétaire terrien, son nom a été cité à propos de trafic de vin d'Italie. Il a créé une agence de location d'avions pour président directeur général.

En ce moment, il tenterait de décrocher le monopole du commerce de blé entre l'URSS et les USA. Il faut souligner que ce monsieur, membre du PCF — ce qui ne semble pas le gêner, pas plus que cela ne gêne la direction de ce parti — depuis 1935 et qu'il a participé à la fondation du MODEF, syndicat paysans lié au PCF. C'est une émission à regarder avec des militants du PCF.

TF1 - 18 h : A la bonne heure :

Sur le thème : Peut-on se passer des travailleurs immigrés ?

TF1 - 19 h 15 : Une minute pour les femmes :

Consacrée à la semaine du dialogue entre Français et immigrés.

MARDI 21 NOVEMBRE

TF1 - 18 h : A la bonne heure :

Vingt-quatre heures de la vie d'un immigré.

ANTENNE 2 - 20 h 35 : Les dossiers de l'écran : Les Ambassadeurs.

Suivi d'un débat sur l'immigration.

MERCREDI 22 NOVEMBRE

TF1 - 18 h 15 : A la bonne heure :

Les enfants des travailleurs immigrés à l'école.

TF1 - 22 h 05 : Les enfants qui dérangent : la réinsertion des drogués.

Cette émission est réalisée avec un médecin responsable de l'Association d'aide aux toxicomanes. A travers des interviews de jeunes drogués en cure de désintoxication, on décrit l'enfer qu'ils ont connu et les difficultés qu'ils ont à se libérer de la dépendance de la drogue.

Se sentant mal à l'aise dans cette société basée sur le profit, ils en sont venus à la drogue — c'est ce qui ressort de leurs propos — pour oublier ces problèmes, comme d'autres en viennent à la boisson.

JEUDI 23 NOVEMBRE

ANTENNE 2 - Les suicides de 1934 :

L'année 1934 fut marquée en France par les scandales qui ont éclaboussé la bourgeoisie et son personnel gouvernemental. Les scandales ont culminé avec l'affaire Stavisky qui a montré l'imbrication du pouvoir, de la finance et du gangstérisme. Ce film porte sur le suicide ou la suppression de subalternes gênants.

VENDREDI 24 NOVEMBRE

ANTENNE 2 - 21 h 30 : APOSTROPHES : CAMUS ET MAURIAC

Deux écrivains dont l'influence dépasse la littérature. Ils ont été montrés comme des exemples par les livres d'école. Camus est un philosophe athée, Mauriac un écrivain chrétien. Quels courants de pensée représentent-ils ? Quelles positions ont-ils pris dans la lutte de classe ? Qu'est-ce qui les séparent ? Nous y reviendrons la semaine prochaine.



Le 25 août 1944, alors que dans les rues c'est l'atmosphère d'une ville insurgée, Charles Tillon sort de clandestinité et arrive au siège du PCF, place Kossuth. (Photos extraites du livre de Charles Tillon « On chantait rouge »).

## «L'appel de Bordeaux»

Le 17 juin 1940 Pétain capitule devant le fascisme. Voici ci-dessous « l'appel de Bordeaux » que Charles Tillon rédigea dans l'après-midi du 17 juin. Il fut diffusé sous forme de tract le soir et la nuit même. Il devançait l'appel de De Gaulle qui eut lieu le lendemain soir.

« Ils ont (les gouvernants bourgeois) abandonné à Hitler et à Mussolini l'Espagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie... Et maintenant ils livrent la France. Ils ont tout trahi. (Après avoir livré les armées du nord et de l'est, après avoir livré Paris, ses usines, ses ouvriers, ils jugent pouvoir, avec le concours d'Hitler, livrer le pays tout entier au fascisme. Mais le peuple français ne veut pas de l'esclavage, de la misère et du fascisme, pas plus qu'il n'a voulu de la guerre des capitalistes. Il est le nombre. Uni, il sera la force ».

Ce manifeste préconisait la constitution d'un gouvernement « luttant contre le fascisme hitlérien et les 200 familles, s'entendant avec l'URSS pour une paix équitable, luttant pour l'indépendance nationale et prenant des mesures contre les organisations fascistes ».

« Peuple des usines, des champs, des magasins et des bureaux, commerçants artisans et intellectuels, soldats, marins, aviateurs encore sous les armes, unissez-vous dans l'action ».

Le Parti communiste.

pages, Charles Tillon expose son point de vue sur ce qu'aurait dû être les rapports entre le Parti ouvrier et le syndicat et comment il eu à combattre dans des conditions difficiles les « dogmatiques et les sectaires » qui allaient chercher ailleurs, la réponse aux questions posées par la direction du mouvement ouvrier réponse que l'on ne pouvait évidemment trouver qu'en partant de cette réalité.

Charles Tillon entre au Comité central en 1931, et au bureau politique en 1932 ; nous avons ainsi un éclairage sur la vie politique de la direction du PCF avant la Seconde Guerre mondiale. Une vision qui n'a rien à voir avec celle savamment pesée de l'« histoire » racontée dans le « fils du peuple ».

Charles Tillon restera au Bureau politique du PCF jusqu'en 1952, époque où il sera « remis à la base » avec Marty, pour des raisons et

Biarritz

## La Roseraie ferme : 53 travailleurs au chômage

La Roseraie, maison pour les enfants, existant depuis 1947, accueillait des cas sociaux durant toute l'année ainsi que des enfants pour les colonies de vacances. Cet établissement dépendait de la Caisse autonome nationale de la Sécurité sociale des Mines mais celles-ci étant en récession, les conditions de vie s'étant améliorées et les jeunes n'allant pratiquement plus travailler dans les mines, la Roseraie devait être fermée.

Malgré de nombreuses interventions du comité d'entreprise sur des possibilités de reconversion, celui-ci n'obtint aucune réponse. Le 15 février 1978, les délégués apprennent la fermeture de la Roseraie. Les possibilités de reconversion pour cet établissement sont refusées sous prétexte que le climat ne convient pas, qu'il pleut beaucoup ou qu'il y a des tempêtes, on ne s'embarrasse plus pour justifier le refus. Malgré l'opposition des syndicats CFDT, CFTC, CGT et FO, le conseil d'administration de la Caisse autonome de la Sécurité sociale des Mines se prononce pour la vente de l'établissement, ce qui montre le peu de souci qu'elle a pour son personnel. Il est vrai que dans ses caisses repose un bénéfice de six milliards. L'inspecteur du travail, lui, suspend les licenciements jusqu'à fin août pour étudier les possibilités de sauver l'établissement. Les syndicats CGT, CFDT et même FO font de nouvelles propositions qui, bien sûr, ne sont pas prises en considération. Dans la presse spécialisée, on peut lire que la Roseraie est mise en vente pour 950 millions.

Dès le début, les travailleurs s'organisent avec l'appui des sections syndicales, dénoncent la politique du gouvernement et les conséquences de la nouvelle loi d'orientation. Ils organisent des galas de soutien, informent la population et créent un comité de soutien. Dès septembre, ils décident d'occuper de temps à autre les locaux. Le vendredi 10 novembre 1978 à 19 h 30, deux 4L, suivies par trois estafettes déversent un flot de gendarmes pour faire évacuer les occupants de La Roseraie. La foule nombreuse à l'extérieur manifeste sa désapprobation à cette expulsion illégale, car les personnes se trouvant à l'intérieur des bâtiments font partie du personnel. Les flics interviennent encore une fois contre les travailleurs unis, car les patrons s'inquiètent de les voir s'opposer avec tant de force à leurs décisions.

La situation dans laquelle se trouve la Roseraie n'est pas unique, car d'autres établissements semblables, comme L'Enfant Roy à Hendaye, licencié et, comme le Nid basque à Anglet, subissent de grosses difficultés.

Les travailleurs en ont marre de n'être que des pions sur des échiquiers où l'emploi est en permanence menacé quand une boîte n'est plus exploitable par la faute des patrons. Ils en ont assez de cette politique d'austérité que le gouvernement impose au détriment de la classe ouvrière. La région se meurt peu à peu et cela suffit ! Nous ne voulons plus que les gens qui l'habitent s'exilent faute de travail.

Correspondant — Biarritz.

## Oise L'Orfèvrerie d'Ercuis et l'embauche

UNE annonce paraît dans le journal demandant des ouvriers de fabrication dans ces termes : embauche plus avantages sociaux. Suite à cette annonce nous nous présentons à deux copains. Quelle ne fut pas notre surprise lors de la demande d'emploi ! Un véritable interrogatoire digne d'un commissariat de police. Un homme en blouse blanche fait signe de rentrer dans son bureau, je rentre le premier, asseyez-vous me dit-il.

— Où avez-vous vu l'annonce, que disait-elle ?

Je lui cite le journal et l'annonce ; il vérifie sur le journal.

— Donnez moi votre carte d'identité.

J'hésite, ce n'est pas légal, mais le fait de s'opposer pourrait attirer son attention, et quand on recherche du boulot, on est coincé ; il recopie ma carte d'identité.

— A quel âge avez-vous passé le certificat d'étude ?

Je calcule dans ma tête, mais il me prend de vitesse me donne l'année et ajoute : Vous savez, la gymnastique d'esprit c'est très saint.

Je sors et mon copain rentre, mêmes questions, même cinéma mais comme il sort de l'armée, il lui demande son grade et à quelle date il l'a obtenu.

« J'ai été gradé juste avant d'être libéré » dit le copain.

« Bizarre, répond ce monsieur, en ajoutant, pouvez-vous expliquer un si long moment avant d'être gradé ».

Voilà une drôle de méthode d'embauche. Quant aux avantages, il a seulement pu répondre que c'était le car de ramassage. Ce qui oblige les gens à partir de chez eux 12 ou 13 heures, payées 9 heures bien entendu. Car dans cette entreprise, on travaille 9 heures pour 2 100 F par mois juste le SMIC.

Ce n'est pas le hasard s'il y a un contrôle aussi poussé pour l'embauche : les salaires, l'horaire montre bien, que pour l'instant, ces messieurs sont les maîtres. En embauchant par contrat de trois mois renouvelable sur un an, ils détecteront l'élément combatif qui serait passé au travers du test provocateur de l'embauche. Il faut que soit dénoncé ce recrutement de flicage des ouvriers, dénonçons toutes ces entreprises d'esclaves ; brisons le silence sur la sélection des travailleurs !

## Le Coat Kaer Contre les licenciements et la répression syndicale

Le coat-kaer, c'est une coopérative qui regroupe plusieurs petites sociétés dans la région de Quimperlé, une petite ville dans le Sud-Finistère. Le président de ces sociétés est Monsieur Orvoen, maire de Moelan (un bourg près de Quimperlé) et sénateur. Durant l'année 1978, il y a eu deux dépôts de bilan et 84 licenciements (sur 300 personnes).

Pour contrer la naissance, en mai 1977, à la Rurale, d'une section syndicale CFDT, la direction a créé un autre syndicat, la FGSOA (syndicat jaune qui ressemble parfois à la CFT).

Lors des élections au comité d'entreprise, la CFDT conteste la participation de la FGSOA aux élections du premier tour. La direction maintient la FGSOA aux élections et la CFDT refuse d'y participer et attaque le comité d'entreprise en justice. La CFDT, au bout d'un an, obtient gain de cause : le comité d'entreprise est dissous. Mais pendant une année le comité d'entreprise a fait une propagande importante anti-CFDT.

La CFDT rédige un tract à l'intention des adhérents paysans de la coopérative dénonçant les licenciements et les dépôts de bilan et accusant la mauvaise gestion de la direction.

### LE LICENCIEMENT DU DÉLÉGUÉ SYNDICAL

La direction mena toute une campagne accusant le délégué syndical de vouloir « couler » la coopérative. Mais pour renvoyer le délégué syndical ce n'était pas facile. La direction mit en place tout une magouille et répression sur les ouvriers pour leur faire signer une pétition pour le renvoi du délégué syndical. Le délégué syndical a été mis à pied et n'a pas pu reprendre son travail bien que le licenciement ait été refusé par l'inspecteur du travail.

A Quimperlé, les organisations politiques (PS-PSU-UDB, PCML), ainsi que plusieurs organisations de masse (MRJC, Ligue des droits de l'homme, Planning familial, Fédération française des familles, MODEF, FEN) soutiennent la CFDT contre la répression syndicale et les licenciements.

La CFDT regrette que malgré plusieurs sollicitations, le PCF et la CGT aient refusé de participer avec les autres organisations à la réunion du lundi 13 novembre (réunion qui a regroupé 200 personnes).

Le PCML soutient toutes les initiatives des travailleurs pour la lutte, dénonce la répression syndicale et les licenciements et appelle à l'unité ouvriers-paysans.

— Pour vivre et travailler au pays !  
Correspondant

## SOUSCRIPTION

# Pour mener à bien la bataille des 100 millions

20 millions pour fin novembre

35 millions pour fin décembre

Chers camarades, E viens vous informer de ce qu'a décidé notre cellule pour aider à gagner la bataille de la souscription : d'abord, vendre le calendrier à l'intérieur de l'entreprise de la main à la main. Même chose auprès des contacts que l'on connaît en dehors de nos familles.

Vendre le calendrier et les cartes de vœux chinoises à la porte de l'usine avec un ou deux panneaux expliquant ce qu'est le journal et pourquoi la souscription. On mettra aussi une cagnotte et un tract sera diffusé.

Vendre le calendrier en porte à porte dans les immeubles que nous habitons. On donnera des numéros du quotidien pour faire connaître l'Humanité rouge à ceux qui achèteront le calendrier.

Enfin, vendre le numéro 1 000.

Pour nous, cette bataille pour le journal est capitale en ce moment pour le maintenir sur huit pages d'une part, et pouvoir garder les journalistes nouvellement embauchés d'autre part, car le journal est ainsi plus informé et mieux documenté (photos). Notre Parti peut en ce moment marquer des points décisifs avec le journal s'il parvient à se maintenir et à s'améliorer ; il pourra de ce fait élargir sa diffusion et être présent plus qu'il ne l'est à présent.

Un camarade d'une cellule d'entreprise de Grenoble

Total précédent . . . . . 87 608,71 F

Supplément réabonnement quotidien :	
LSR . . . . .	70 F
MBJ Paris . . . . .	20 F
DS Bretagne . . . . .	150 F
MB Cachan . . . . .	50 F
SJF Clichy . . . . .	20 F
Supplément réabonnement bimensuel :	
RM Grenoble . . . . .	25 F
LA St Lô . . . . .	25 F
MV Nord . . . . .	135 F
BJL Marseille . . . . .	12 F
Supplément réabonnement quotidien plus Quotidien du peuple :	
CJC Grenoble . . . . .	250 F
Supplément à quotidien plus bimensuel :	
SJ Grenoble . . . . .	1 064 F
Supplément brochure souscription 1977 . . . . .	
Un travailleur sur un marché . . . . .	150 F
CMJM Bordeaux . . . . .	1 000 F
Souscription à librairie Paris . . . . .	370 F
Un camarade postier Rennes . . . . .	200 F
Un couple de camarades hospitaliers Rennes . . . . .	100 F
Soutien à notre presse CM Lille . . . . .	200 F
CP Manouchian . . . . .	100 F
CP Châteaubriant . . . . .	555,40 F
RJP Argenteuil . . . . .	200 F
Un camarade pour la souscription région Bretagne . . . . .	1 100 F
Cellule Camille Porchet Rouen . . . . .	110 F
CB Loire-Atlantique . . . . .	30,30 F
JG Boulogne Billancourt . . . . .	20 F
Un camarade Indre . . . . .	150 F
Un professeur Indre . . . . .	100 F
Un camarade Indre . . . . .	100 F
Divers . . . . .	35 F
Soutien Agen . . . . .	35 F
LMM St Briec . . . . .	500 F
Cellule Manouchian Bayonne . . . . .	200 F
Nouveau total . . . . . 94 838,91 F	

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM . . . . .  
PRÉNOM . . . . .  
Lieu de travail . . . . .  
Adresse . . . . .  
Code postal . . . . .

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source  
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesse  
Commission paritaire No 57 952.  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépot légal 4<sup>e</sup> trimestre 1978.

**Abonnements communs au**  
**Quotidien du peuple**  
et à  
**L'Humanité rouge**

Abonnements de trois mois au  
**Quotidien du peuple**  
et à  
**L'Humanité rouge**  
150 F

Abonnements de six mois,  
avec en supplément le Tome V des  
**Ouvrages choisis de Mao Tsé-toung**  
300 F

Abonnement de six mois  
aux revues théoriques  
**Front rouge**  
et  
**Prolétariat**  
50 F

## l'Humanité Rouge

La vérité sur la situation au Kampuchea (Cambodge)



**Reportage exclusif**

Dans l'Humanité rouge bimensuelle, numéro 42, un reportage exclusif : « La vérité sur la situation au Kampuchea (Cambodge) ».

SOCAE... Une lutte exemplaire

# Les bâtisseurs montrent l'exemple !

*A Bordeaux, les travailleurs de la SOCAE ont repris le travail le 15 novembre avec : 0,90 F d'augmentation de l'heure pour tous, une cantine sur le chantier, 750 F pour les jours de grève (récupérables le samedi avec un taux avantageux), une forte augmentation de la prime de déplacement. Une victoire sur tout le patronat girondin du bâtiment*

Lundi 9 octobre, à la SOCAE sur le chantier du centre commercial, c'est jour de paie. Depuis des mois, « on » fait trimmer les travailleurs en leur faisant miroiter des primes époustouflantes. La paie est là... et beaucoup de poings se serrent. Des primes arbitraires, à la tête du client ! Les patrons ont eu le culot de n'accorder que 50 F d'aumône aux « moins méritants ». Un travailleur, excédé, jettera le billet à la poubelle d'un gars de la maîtrise.

Cette question des primes met le feu aux poudres. Et le feu prend... parce que les travailleurs se connaissent déjà bien, parce que le racisme avait été combattu par les sections CGT et CFDT du chantier. Très vite, les revendications sont posées ; elles unissent véritablement tous les travailleurs. Elles sont :

- 3 F de plus par heure que ce que prévoit la grille Aquitaine;
- Une heure de route payée par la convention collective, signée en 1977 par les seuls syndicats FO et CFTC, entraînant la perte d'une heure à une heure et demi sur le salaire
- Ils réclament aussi la création d'un restaurant de chantier.

Très rapidement s'est formé un comité de grève. Il regroupe des militants CGT et CFDT et des non-syndiqués. Toutes les décisions sont discutées et votées en assemblée générale quotidienne des travailleurs. A l'échelle d'un chantier, la démocratie prolétarienne se met en place et fonctionne quotidiennement.

Dès le début de nombreuses tâches attendent les grévistes : étendre la lutte aux gars des autres chantiers de la SOCAE. C'est chose faite dès le lendemain. Pratiquement tous les travailleurs de la SOCAE en Gironde - soit 240 - sont en grève. Il faudra pourtant continuer tous les matins à faire la tournée des chantiers car en douce la maîtrise tente de « retourner » certains travailleurs.

Cela fait, il reste encore à développer la solidarité et à populariser la lutte. Et là, du moins au début, les travailleurs ne peuvent compter pratiquement que sur eux-mêmes. Les grues vont constituer un mass-média original. On y suspend bientôt de longues banderoles sur lesquelles on lit : *SOCAE en grève - CGT, CFDT Comité de grève*. Et tous les employés du quartier, PTT ANPE, Caisse d'Épargne, sont informés. Les collectes auprès des entreprises voisines débent quelques jours plus tard et permettront aux plus démunis de tenir le coup.

Bientôt les collectes s'élargissent à des boîtes plus éloignées et bon nombre d'ouvriers bordelais sont ainsi, au

**D**ES tours plus « design » les unes que les autres... Entre l'hôtel Frantel (210 F la chambre, petit déjeuner non compris), la préfecture de la Gironde, tout en verre, et la Caisse d'épargne, il y a un trou : le futur centre commercial de Mériadeck. « Bordeaux 1980 » ne sort pas de terre aussi facilement que le vantaient les affiches électorales de Chaban-Delmas...

Quand on sait que quatre hommes sont tués tous les jours en France sur les chantiers, combien de vies d'ouvriers a déjà coûté Mériadeck ? Les chambres patronales gardent un pieux silence sur ce genre de « bavures »...

Sur ces grands chantiers, qui durent longtemps, au hasard des difficultés du travail quotidien, de la gamelle partagée, des accidents aussi, une nouvelle langue se forge. « Pas assez payé » finit par savoir se dire aussi bien en turc qu'en portugais et en arabe. « Trop dangereux » aussi.



*A la SOCAE, immigrés, syndiqués et non-syndiqués ont su réaliser l'unité à la base et dans l'action. Ce qui leur a permis d'arracher la victoire.*

courant de la lutte exemplaire des travailleurs de la SOCAE. Jusque là, si *Sud-Ouest* trouve beaucoup de place pour la promotion de Chaban-Delmas (une photo de « Cher Jacques » à chaque page ou presque), la SOCAE n'a pas pesé lourd dans les préoccupations du « grand quotidien républicain d'informations ». Le 31 octobre, *Sud-Ouest* parle enfin des travailleurs de la SOCAE, parce qu'ils ont gêné la circulation en manifestant devant le siège de l'entreprise !

Lundi 6 novembre, à l'heure du laitier, les CRS envahissent le chantier. La nuit, ils sont remplacés par les gendarmes mobiles, fusil à la bretelle ! Les CRS, les gendarmes mobiles, toujours chargés des basses besognes contre le peuple en lutte. Il n'y a pas besoin de gratter bien longtemps le maquillage démocratique de la dictature bourgeoise pour voir apparaître son vieux, très vieux visage... le

même depuis Thiers. Le prétexte invoqué, cette fois-ci, est la sécurité. Oui, le préfet se soucie brusquement de la sécurité sur les chantiers ! C'est vrai, un mur menace de s'effondrer. Les grévistes ont proposé de reprendre le travail un jour ou deux pour faire un remblai de terre. La direction propose, elle, de l'étayer avec un béton, ce qui reviendrait, en fait, à continuer le travail. Bien sûr, les grévistes sont restés fermes sur leur position qui assurait totalement la sécurité des travailleurs. Et sur la décision du tribunal des référés, par ordre du préfet, les CRS sont venus « assurer la sécurité », en permettant à une entreprise sous-traitante de la SOCAE de faire le travail. Le prétexte invoqué ne tient pas debout. A tout moment, on peut voir les gars travailler sous le mur qui menace de s'effondrer ! C'est même illégal

puisque le jugement des référés précisait clairement qu'aucun ouvrier ne devait travailler à moins d'un mètre cinquante du mur. Faudra-t-il un mort pour que la sécurité préoccupe à nouveau le préfet ? Pourquoi le gouvernement et les chambres patronales du bâtiment ont-ils fait intervenir des flics ! Parce qu'il faut bien à tout prix briser cette lutte. Si les travailleurs de la SOCAE gagnent, c'est tout le bâtiment aquitain qui gagne ! La lutte des travailleurs de la SOCAE est aussi exemplaire en ce sens. Alors, en faisant intervenir les flics, le patronat a tenté une manœuvre de démoralisation. L'entreprise sous-traitante ne s'est pas contentée de faire renforcer le mur. Racolant quelques gars de la maîtrise SOCAE, elle essaie de donner l'illusion que le travail se poursuit. Et si, par elle-même, l'intervention des flics n'avait fait que renforcer la combativité des gars, la mas-

La SOCAE

Trus du bâtiment noté par Chaban-Delmas, il commence, avant 1970, par liquider les boîtes régionales de gros œuvre. Son ascension aurait dû continuer parallèlement à l'ascension politique de Chaban. C'est plus ou moins raté, mais les bénéfices se chiffrent toujours par centaines de millions.

Meriadeck :

Une opération électorale immobilière qui a bien profité au RPR en général et à Chaban-Delmas en particulier. C'est en effet pour le plus grand profit des trus de l'immobilier et du bâtiment (très liés au RPR) que l'on a rasé un quartier populaire en déplaçant des milliers de travailleurs. Le projet politique est clair : centraliser géographiquement toutes les administrations en rentabilisant le terrain par un centre commercial et évacuer la population du centre-ville.

Le PS et le PCF, tous deux partis de la classe ouvrière, comme chacun sait, ont oublié la SOCAE jusqu'au jour où ils se sont rendus compte qu'elle pourrait peut-être leur servir de terrain de discorde... Et chacun d'accuser l'autre des pires intentions.

Mais, pour ce qui nous concerne (la section locale du PCML), qu'avons-nous fait ? Tout d'abord, nous approuvons beaucoup de l'exemple des travailleurs de la SOCAE. Comment réaliser l'unité à la base, l'unité dans l'action ? Quelles sont les conditions de travail... et de lutte sur les chantiers ? Comment aujourd'hui soutenir, développer les luttes du peuple ? Que faut-il pour, demain, passer des « luttes classe contre classe » à la Révolution prolétarienne ? Les travailleurs de la SOCAE et tous ceux qui les soutiennent réellement nous aident à mieux répondre à ces questions.

Ensuite, bien entendu, le PCML a soutenu à fond les grévistes. Que ce soit par le collage de bandeaux manuscrits le soir même de l'intervention policière, par le (modeste) soutien financier apporté très vite, ou par l'organisation du soutien dans les sections syndicales des camarades.

carade de reprise du travail sur le chantier a été quand même un coup dur.

A ce coup dur s'en est ajouté un autre. Les réticences, puis très vite, le refus de l'UD-CGT et du PCF de participer à un comité de soutien dans lequel certaines personnes indisposent ces messieurs (1). Déjà Scipion, élu local du PCF, était venu sussurer au comité de grève que la présence aux côtés des travailleurs de la SOCAE de certains invidus ou organisations nuisaient au développement de la solidarité etc. En clair, le PCF accepte à la rigueur que les luttes des travailleurs soutiennent le PCF contre le PS ou contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Mais cela s'arrête là.

Pourtant, la solidarité se développe. Bon nombre de sections syndicales, d'organisations politiques sont venues apporter leur soutien matériel aux travailleurs de la SOCAE. Et dès le lendemain de l'intervention policière, c'est plus d'un millier de travailleurs qui, à l'appel des unions départementales CGT et CFDT, défilent derrière les grévistes, drapeaux rouges en tête, aux cris de : *SOCAE doit payer - Travailleurs français, travailleurs immigrés, même combat*. Un drapeau rouge, accroché sur un monument, a été salué, poing levé, par les manifestants.

La lutte des travailleurs de la SOCAE restera exemplaire ! Exemplaire, parce que, Français et immigrés, syndiqués et non-syndiqués ont su réaliser leur unité à la base et dans l'action. Exemplaire, parce que le comité de grève a su établir une véritable démocratie prolétarienne au sein des travailleurs. Exemplaire enfin, parce qu'en face d'eux les travailleurs de la SOCAE ont trouvé les CRS et tout le patronat girondin du bâtiment.

Correspondant Bordeaux

(1) A une première réunion ont participé PCML, PS, LCR.